

Des conditions fragiles mais déjà favorables à la relance

L'ensemble de l'économie a souffert pendant le confinement, et certains secteurs restent largement sinistrés huit mois après le début de la crise. Mais d'un point de vue macroéconomique, l'année 2020 sera moins catastrophique que ce qui avait été estimé au départ. De quoi imaginer déjà la relance de ses activités, en visant la croissance à long terme.

«Éviter à tout prix un second confinement!» La phrase est sur toutes les lèvres, au Luxembourg comme partout ailleurs en Europe, dans les cercles politiques et les milieux économiques. Après une chute brutale de l'activité au printemps qui a creusé un véritable cratère dans les courbes de produit intérieur brut (PIB), les acteurs économiques tentent de panser leurs plaies et de se tourner à nouveau vers l'avenir. En sachant que l'épée de Damoclès que constitue ce virus restera suspendue au-dessus de leur tête pendant de nombreux mois encore.

Au deuxième trimestre de cette année, le PIB du pays a chuté de 7,2% par rapport au premier trimestre, qui avait déjà lui-même reculé (-1,4%) par rapport à la dernière période de 2019. «Les chiffres ne sont évidemment pas bons, mais par rapport aux prévisions établies au printemps, le recul est moins important que ce qui avait été anticipé», observe Muriel Bouchet, directeur de la Fondation Idea. Dans son dernier scénario de base, le Statec prévoit une chute annuelle du PIB de 6% pour l'ensemble de l'année et un rebond de 7% l'an prochain. En admettant toutefois

que «des données provisoires connues dès début septembre semblent indiquer une baisse de l'activité légèrement moins marquée que ce que le Statec avait admis dans son scénario de base». À partir de ces nouvelles données, l'institut des statistiques estime que le recul de la croissance pourrait être plutôt de -4,5% à -5% pour l'ensemble de l'année.

Une chute limitée à 3%?

Des prévisions peut-être encore trop pessimistes pour la Fondation Idea – pour autant que les chiffres provisoires se confirment et que les conditions sanitaires restent sous contrôle. «Si on applique au niveau du Luxembourg les prévisions mondiales de l'OCDE qui parlent d'un rebond de 6% au troisième trimestre et de 2% au quatrième, le repli pourrait n'être que de 3% en 2020», estime Muriel Bouchet. Avec un peu plus de recul par rapport au pic de l'épidémie de mars-avril, l'opinion qui se dégage est que l'économie luxembourgeoise a mieux résisté que celles de la plupart des grands pays européens.

«Au niveau macroéconomique, le constat est évident. La structure tertiaire de l'économie et

la présence d'un secteur financier fort ont joué en sa faveur», analyse Nicolas Simons, président de l'Economist Club Luxembourg. Mais d'un point de vue microéconomique, je suis beaucoup plus inquiet de la réalité que vivent les entreprises.» Il pointe un problème de faiblesse de l'offre (beaucoup de travailleurs étant empêchés de travailler malgré eux, la production ne suit pas, ndlr), ainsi que de la demande.

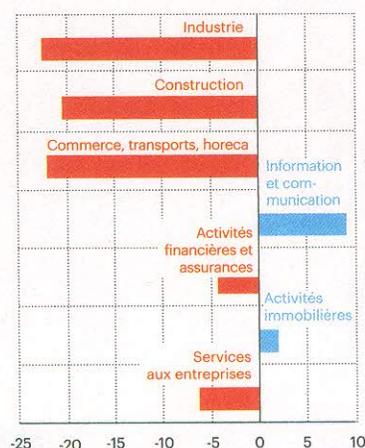
Une situation relativement inédite. «Les entreprises ne parviennent pas à se projeter dans l'avenir alors que de nouveaux confinements sont toujours possibles», constate l'économiste.

Autre chiffre qui semble confirmer un scénario de reprise, l'emploi global est déjà revenu à un niveau plus important qu'avant la crise. En mars-avril, 9.055 emplois ont été détruits. Entre les mois de mai et août, 9.761 postes ont cependant déjà été créés ou rétablis. Mais l'impact de la crise n'est pas neutre pour autant: par rapport au rythme de création d'emplois de 2019, «il manque 8.300 salariés», note la Fondation Idea dans son *Tableau de bord économique et social* du Luxembourg pour le mois d'octobre. En plus de l'importance d'un secteur financier qui a particulièrement bien résisté au choc grâce au passage réussi vers le télétravail, Muriel Bouchet met en exergue la rapidité d'intervention du gouvernement pour expliquer la détérioration moindre de l'économie du pays. «Il est très important d'intervenir à court terme pour éviter que la base sur laquelle on doit reconstruire à long terme soit trop fragilisée. Grâce aux différentes mesures appliquées, le Luxembourg semble y être parvenu.»

Des idées pour la relance

Certains entrepreneurs ont attendu la vague porteuse pour reprendre leurs activités traditionnelles, d'autres ont profité du temps de

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR SECTEUR
Pour le 2^e trimestre 2020





MURIEL BOUCHET
Directeur de la Fondation Idea

«Le recul est moins important que ce qui avait été anticipé au printemps.»

réflexion accordé pour développer de nouvelles activités (voir nos portraits en page 68). Mais tout le monde n'a pas pu rebondir avec la même vigueur et certains pans de l'économie restent carrément sinistrés. «20.000 équivalents temps plein sont toujours au chômage partiel, c'est 5% de l'ensemble des salariés», calcule Nicolas Simons. Il reste donc du travail pour une relance sur des bases plus sereines.

Pour tenter de mieux consolider la reprise, le directeur de la Fondation Idea remet sur la table plusieurs idées déjà émises par le think tank. Notamment la réduction de validité des chèques-repas afin de doper l'activité du secteur de l'horeca ou la transformation d'une partie des plus gros salaires en «chèques-consommation» afin de relancer la consommation de manière globale et ralentir le phénomène de thésaurisation. «Un peu partout en Europe, on constate une énorme épargne accumulée, note Muriel Bouchet. Il n'est pas trop tard pour agir sur ce phénomène, mais il aurait fallu prendre rapidement des mesures pour inciter à débloquer cette

épargne. Cela aurait pu réellement amortir le décrochage du PIB.»

Pour Nicolas Simons, nous vivons une période de grands changements qui peuvent apporter des opportunités. «Mais il faut tout faire pour que ces nouvelles ambitions éclosent ici et pas ailleurs», prêche-t-il. En tant qu'économiste et analyste du monde des entreprises, il insiste pour que les autorités luxembourgeoises mettent tout en œuvre pour «libérer le potentiel d'innovation des entreprises. Ce sont elles, le moteur de la croissance.» Pour ce faire, il faut selon lui travailler sur trois vecteurs: le temps, l'argent et les compétences. «Les entreprises perdent un temps inestimable à s'assurer de leur conformité plutôt qu'à créer de la valeur ajoutée grâce à l'innovation. Il est nécessaire que la situation s'inverse», argumente-t-il.

Des cartouches en réserve

En termes de compétences, Nicolas Simons estime qu'il faut avant tout miser sur le digital et la transition verte, qui seront les deux piliers d'une économie plus pérenne dans le futur. «Les entreprises veulent s'insérer dans le monde de demain. Elles visent toujours le long terme et sont prêtes à investir. Mais comment investir dans un monde incertain?», s'interroge le président de l'Economist Club. Il préconise notamment un accompagnement par les acteurs publics. Le Luxembourg dispose en effet encore de cartouches, sa situation financière étant meilleure que celle de ses pays voisins. Même en ayant déployé des mesures conséquentes pour aider les entreprises, l'État peut encore se targuer d'une situation relativement saine en termes de finances publiques. «La dette publique représentait environ 20% de la valeur du PIB avant la crise. Elle approche désormais les 30%, ce qui reste quand même loin des 60% du PIB autorisés pour les pays de la zone euro», constate

«Reboot» ou «Recovery»?

La crise a fait émerger deux termes permettant de définir l'accent que les entrepreneurs veulent donner à leur relance.

REBOOT

On parlera de stratégie «reboot» lorsqu'une entreprise profite d'un choc tel que celui que nous vivons actuellement pour redémarrer ses activités sous une autre forme. Cela peut aller d'une modification complète de l'activité de production – des masques de carnaval aux masques chirurgicaux, par exemple – à la création de nouveaux services pour se montrer plus agile ou étendre son offre. Le confinement a aussi été une période propice à la réflexion pour certains.

RECOVERY

Ceux qui sont sûrs de leur modèle d'affaires n'attendaient qu'une chose: que les portes s'ouvrent à nouveau pour pouvoir remettre les gaz et reprendre leur activité traditionnelle. Plus simple, évidemment. Mais si le monde change à ce point, le succès sera-t-il toujours au rendez-vous? Les évolutions de comportement des consommateurs méritent en tout cas d'être surveillées.

effectivement le responsable de la Fondation Idea, Muriel Bouchet.

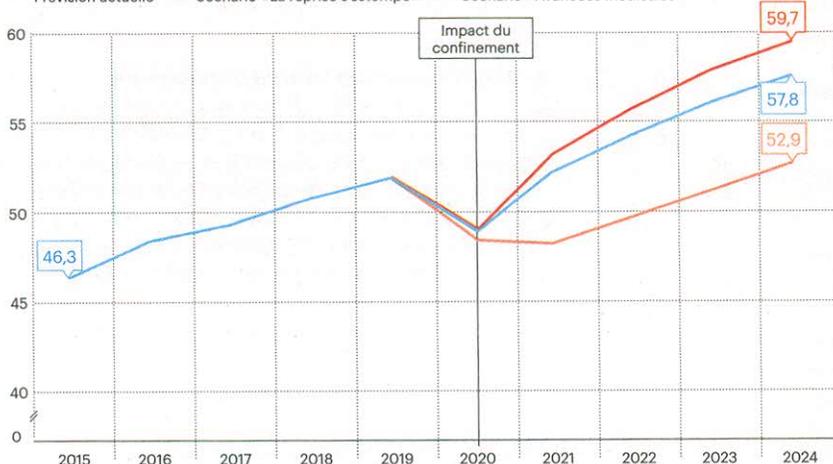
La situation est donc loin d'être désespérée. Le Luxembourg garde de nombreux atouts en main pour rebondir dès que l'horizon s'éclaircira. Mais même dans le climat d'incertitude actuel, pour autant qu'un reconfinement général puisse être évité, les prévisions économiques sont favorables. Dans le cahier de septembre des *Projections macroéconomiques à moyen terme, 2020-2024*, le Statec envisage des taux de croissance du PIB de 3% à 4% pour les années 2022-2023 et un retour à la vitesse de croisière pré-crise à l'horizon 2024. C'est encourageant. Mais sans cette crise sanitaire, le niveau d'activité en 2024 aurait été supérieur à ce qui est actuellement prévu. «Ce qui traduit les dégâts économiques durables causés par la pandémie», conclut le Statec.

Après une telle période de dépression, l'essentiel est toutefois de se donner les moyens de se relever. «Nous sommes face à une crise exceptionnelle, créée par un phénomène sanitaire qui a provoqué une crise économique, et en cascade, une crise sociale, résume Nicolas Simons. Pour retrouver un climat social prospère, nous devons donc nous concentrer sur les aspects économiques en attendant de maîtriser la situation sanitaire.» Il n'y a pas de raison de ne pas pouvoir y arriver. ■

LES VARIATIONS DU PIB

Le Statec a dressé trois scénarios pour prévoir l'évolution du PIB en volume.

— Prévision actuelle — Scénario «La reprise s'estompe» — Scénario «Avancées médicales»



Source → Statec

Auteur JEAN-MICHEL LALIEU